



**MARCHE PUBLIC DE TECHNIQUES DE L'INFORMATION
ET DE LA COMMUNICATION**

**ACCORD CADRE A BONS DE COMMANDE
Sous forme d'une procédure adaptée**

C.C.A.P

MAITRE D'OUVRAGE :

SYNDICAT MIXTE DU BASSIN VERSANT DU LEZ (SMBVL)

NUMERO DU MARCHE :

04/2019.

OBJET DE L'ACCORD CADRE :

Maintenance de matériels informatiques.

REMISE DES OFFRES :

Date limite de réception : 11 juin 2019

Heure limite de réception : 11 H 30.

SOMMAIRE

1	DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1	Objet de l'accord cadre	4
1.2	Forme de l'accord cadre	4
1.3	Coordonnées du pouvoir adjudicateur	4
1.4	Définition des parties contractantes	4
1.4.1	Candidat	4
1.4.2	Représentation de la personne responsable pour l'exécution de l'accord cadre	4
1.5	Dispositions générales	5
1.5.1	Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail	5
1.5.2	Assurances	5
1.5.3	Dispositions applicables en cas de candidat étranger	5
1.5.4	Cession	5
1.5.5	Tranches et lots	5
1.5.6	Variantes	5
1.5.7	Droit, langue et unité monétaire	5
1.5.8	TVA	6
1.5.9	Clause de discrétion	6
1.5.10	Nomenclature	6
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ	6
2.1	Pièces particulières :	6
2.2	Pièces générales :	7
2.3	L'offre technique et financière de l'entreprise / complément au CCTP	7
3	DUREE ET DELAIS D'EXECUTION	8
3.1	Durée globale du contrat	8
3.2	Délais d'exécution	8
4	PRIX	8
4.1	Caractéristiques des prix pratiqués	8
4.2	Modalités de variation des prix	9
4.3	Clause de sauvegarde	9
5	GARANTIES FINANCIERES	9
6	AVANCE	9
7	MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	9
7.1	Présentation des demandes de paiement	9
7.2	Délai de règlement	10
7.3	Paiement des co-traitants	10
8	CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	10
9	CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS	11
9.1	Installation et mise en ordre de marche	11
9.2	Opérations de vérifications	11

9.3 - Décision après vérification.....	11
10 GARANTIE DES PRESTATIONS.....	11
11 MAINTENANCE	11
12 PROPRIETE INTELLECTUELLE	11
13 PENALITES	12
13.1 - Pénalités de retard.....	12
13.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance.....	12
14 RESILIATION DU CONTRAT	12
14.1 - Conditions de résiliation	12
14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire.....	12
15 REGLEMENT DES LITIGES	13
16 DEROGATIONS AU CCAG-TIC	13

1 DISPOSITIONS GENERALES

1.1 Objet de l'accord cadre

Le présent accord cadre porte sur la maintenance des matériels informatiques du SMBVL.

Le présent C.C.A.P. fait référence au Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-TIC).

1.2 Forme de l'accord cadre

Le présent accord cadre est sous forme de procédure adaptée dans le respect des articles L.2123-1 et R.2123-1 1° du Code de la Commande Publique.

Il sera passé sous la forme d'un accord cadre mono attributaire.

L'accord cadre est à bons de commande, il ne peut être défini un montant minimum et le montant maximum n'excèdera pas 25 000 € HT.

1.3 Coordonnées du pouvoir adjudicateur

Syndicat Mixte du Bassin Versant du Lez

Espace Germain Aubert

17 D, Rue de Tourville

84600 VALREAS

1.4 Définition des parties contractantes

1.4.1 Candidat

Les caractéristiques du candidat désigné dans le présent C.C.A.P. sous le nom « le mandataire » sont précisées à l'article 2 de l'Acte d'Engagement.

Pour le présent accord cadre, les candidats sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un Acte d'Engagement unique.

Les cotraitants sont solidaires lorsque chacun d'eux est engagé pour la totalité du marché et doit pallier à une éventuelle défaillance de ses partenaires ; l'un d'entre eux, désigné dans l'Acte d'Engagement comme mandataire, représente l'ensemble des cotraitants vis-à-vis de la collectivité. Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'Acte d'Engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication de la collectivité est adressée au mandataire qui a seul qualité pour présenter des réserves.

1.4.2 Représentation de la personne responsable pour l'exécution de l'accord cadre

Pour l'exécution de l'accord cadre, le pouvoir adjudicateur est représenté, sous réserve de changement ultérieur, par le Président du SMBVL.

Le responsable de la mission est le représentant du candidat dont dépend la bonne exécution des prestations. Il conduira personnellement la mission.

1.5 Dispositions générales

1.5.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le candidat est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail.

Dans le cas de candidats groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le candidat doit remettre au SMBVL, lors de la conclusion du contrat, l'ensemble des pièces mentionnées dans cet article.

1.5.2 Assurances

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-TIC, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

1.5.3 Dispositions applicables en cas de candidat étranger

La loi française est seule applicable au présent accord cadre.

En cas de litige, les tribunaux français sont seuls compétents.

La monnaie de compte de l'accord cadre est l'euro.

Tout rapport, toute documentation, toute correspondance relative au présent accord cadre doivent être rédigés en français.

1.5.4 Cession

Toute cession totale ou partielle du présent accord cadre ne peut intervenir qu'après accord préalable et exprès du Syndicat Mixte du Bassin Versant du Lez.

La cession entraînera la substitution du nouveau candidat dans les droits et obligations du présent accord cadre. Toute cession effectuée en violation des précédentes stipulations entraînera la déchéance.

1.5.5 Tranches et lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches de l'accord cadre.

Il n'est pas prévu de décomposition en lots de l'accord cadre.

1.5.6 Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

1.5.7 Droit, langue et unité monétaire

Le présent accord cadre, ses annexes et les autres documents seront établis en langue française. Tout dialogue se fera impérativement en français.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont les seuls compétents.

Pour tout différend ou litige concernant l'interprétation et/ou l'exécution du présent accord cadre qui ne pourrait être réglé à l'amiable ou par voie d'arbitrage, attribution est faite aux juridictions de l'ordre judiciaire du siège de l'organisme.

L'unité monétaire choisie pour l'accord cadre est l'EURO.

Tout rapport, mode d'emploi, document, toute documentation, inscription sur matériel, correspondance, facture relatifs au présent accord cadre doivent être rédigés en français.

Si le candidat est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors T.V.A. et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

1.5.8 TVA

Le taux applicable est la TVA aux taux en vigueur à la date de la réalisation de la prestation.

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent accord cadre sont exprimés hors TVA.

1.5.9 Clause de discrétion

Le candidat se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion et de confidentialité telle que prévue à l'article 5.1 du CCAG-TIC pour tout ce qui concerne les faits, informations, études et discussions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du présent contrat.

1.5.10 Nomenclature

La classification conforme au vocabulaire commun des marchés européens (CPV) est :
72610000-9 Services d'assistance informatique

2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

Par dérogation à l'article 4 du CCAG-TIC, les pièces constitutives de l'accord cadre sont, par ordre de priorité, les suivantes :

2.1 Pièces particulières :

- **L'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes**, dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Personne Publique fait seul foi, avec toutes les pages paraphées par une personne pouvant engager l'entreprise et la dernière page signée, datée avec le tampon de l'entreprise et la mention souscrite « lu et approuvé ».
- **Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Personne Publique fait seul foi, avec toutes les pages paraphées par une personne pouvant engager l'entreprise et la dernière page signée, datée avec le tampon de l'entreprise et la mention souscrite « lu et approuvé ».
- **Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Personne Publique fait seul foi, avec toutes les pages paraphées par

une personne pouvant engager l'entreprise et la dernière page signée, datée avec le tampon de l'entreprise et la mention souscrite « lu et approuvé ».

- Le **Bordereau Unitaire des Prix (BPU)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Personne Publique fait seul foi, avec toutes les pages paraphées par une personne pouvant engager l'entreprise et la dernière page signée, datée avec le tampon de l'entreprise et la mention souscrite « lu et approuvé ».
- Les **Détail Quantitatif Estimatif (DQE)** dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Personne Publique fait seul foi, avec toutes les pages paraphées par une personne pouvant engager l'entreprise et la dernière page signée, datée avec le tampon de l'entreprise et la mention souscrite « lu et approuvé ».
- Le **mémoire technique et financière du titulaire** dont l'exemplaire original conservé dans les archives de la Personne Publique fait seul foi, avec toutes les pages paraphées par une personne pouvant engager l'entreprise et la dernière page signée, datée avec le tampon de l'entreprise et la mention souscrite « lu et approuvé ».

2.2 Pièces générales :

Cahier des Clauses Administratives Générales (CCAG – TIC) applicable aux marchés publics de marchés publics de techniques de l'information et de la communication, approuvé par l'arrêté du 16 septembre 2009 publié au JO du 16 octobre 2009.

Le CCAG-TIC étant public et réputé connu des entreprises candidates, qui le reconnaissent expressément, il ne sera pas matériellement joint au marché public.

Code de la Commande Publique

Code du Travail.

De manière générale, les dispositions figurant dans une pièce citée prioritairement s'appliquent par rapport à celles présentes dans une autre pièce de l'accord cadre. Cette règle ne s'applique pas dans les cas suivants :

- Lorsqu'une indication est manifestement erronée, suite par exemple à une erreur de frappe ou d'impression, et aboutirait à une réalisation aberrante ; l'indication qui apparaît comme la plus logique sera alors d'application, même si elle figure dans une pièce de moindre priorité ;
- Lorsqu'une indication dans la pièce non prioritaire aboutit à une prestation supérieure ;
- En cas d'accord intervenu entre le pouvoir adjudicateur et le candidat du accord cadre.

2.3 L'offre technique et financière de l'entreprise / complément au CCTP

Les pièces qui deviendront contractuelles en cours d'accord cadre, pendant la période de préparation ou la période d'exécution du chantier sont les suivantes :

Le mémoire technique remis par l'entreprise à l'appui de son offre,

Les bons de commande émis au titre du présent accord cadre,

Les comptes-rendus d'interventions.

3 DUREE ET DELAIS D'EXECUTION

3.1 - Durée globale du contrat

Le marché est conclu pour une période initiale de deux ans à compter de la notification.

Il pourra être renouvelé par reconduction tacite deux (2) fois un an sans que la durée totale du marché ne puisse dépasser 4 ans sauf dénonciation de l'une ou l'autre des parties contractantes, par lettre recommandée, avec un préavis de 3 mois et dans la limite d'un montant maximal des prestations afférentes au marché de 25 000 € HT.

Chaque prestation ne pourra être exécutée qu'après l'envoi au titulaire d'un bon de commande par mail avec accusé de réception ou remis en main propre contre délivrance d'un récépissé et valant ordre de service.

Une prestation effectuée sans bon de commande émis ne donnera pas lieu à paiement.

La ou les personnes habilitées à signer les bons de commandes sont : le représentant du pouvoir adjudicateur.

La date de validité des bons de commande ne peut excéder celle de la durée de validité de l'accord cadre.

3.2 Délais d'exécution

La durée maximale de validité sera fixée sur chaque bon de commande et ne pourra en aucun cas être changée sauf accord ou décision notifiés par le SMBVL.

Par dérogation à l'article 3.7 du CCAG-TIC, lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier au signataire du bon de commande concerné dans les 8 jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

4 PRIX

4.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Pour la première année (12 mois) du contrat, les prix sont fermes.

A l'issue de la première année du contrat, les prix sont ajustables par référence aux tarifs que le fournisseur applique à l'égard de l'ensemble de sa clientèle,

Elle est réputée complète et comprendre toutes charges fiscales, parafiscales et autres frappant obligatoirement la prestation au moment de son exécution.

En aucun cas le titulaire ne pourra arguer des imprécisions, des erreurs, des omissions ou des contradictions du cahier des charges pour justifier une demande de supplément.

Les anomalies survenant au cours du marché et n'entrant pas dans les événements considérés comme cas de force majeure seront réputées être comprises dans l'économie du marché.

Les aléas qui donneraient naissance à une interruption provisoire des prestations sans bouleverser l'économie du marché ne pourront servir de fondement à une demande d'indemnités.

4.2 - Modalités de variation des prix

Le titulaire de l'accord cadre s'engage à faire parvenir à l'administration contractante, par lettre recommandée avec accusé de réception, son nouveau tarif (ou barème) avec un préavis de 2 mois avant la date prévue pour l'application de l'ajustement.

L'acheteur dispose d'un mois pour faire connaître sa décision, à compter de la réception de la demande de révision de prix du titulaire. Le silence du pouvoir adjudicateur au terme de cette période vaut acceptation tacite des nouveaux tarifs.

Les prix ainsi révisés deviennent fermes pour la nouvelle période d'exécution de l'accord cadre. Dans le cas où le titulaire ne transmet pas ses nouveaux tarifs dans les délais mentionnés précédemment, les tarifs applicables pour la période en cours seront reconduits pour l'intégralité de la période à venir.

4.3 - Clause de sauvegarde

Par dérogation aux articles 39 et 43 du CCAG-TIC, l'acheteur se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée du contrat à la date d'application des nouveaux tarifs lorsque l'augmentation de ces tarifs est supérieure à 2,5 % par an.

5 GARANTIES FINANCIERES

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

6 AVANCE

Sans objet.

7 MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations faisant l'objet de l'accord cadre seront réglées par application aux quantités réellement exécutées des prix unitaires et/ou forfaitaires dont le libellé est donné dans le bordereau des prix unitaires.

7.1 - Présentation des demandes de paiement

A compter du 1^{er} janvier 2020, toutes les factures devront être déposées sur le portail chorus.

Les factures seront réglées pour chaque bon de commande en fonction de l'attestation d'achèvement des prestations signée conjointement par le représentant de l'entreprise titulaire de l'accord cadre et par celui du Syndicat du Bassin Versant du Lez.

Les factures afférentes au présent accord-cadre porteront, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le numéro du marché et l'objet,
- Les noms et adresses des créanciers et débiteurs,
- Les références du bon de commande,

La prestation exécutée détaillée,
Le montant hors TVA de la prestation exécutée,
Le taux et le montant de TVA,
Le prix unitaire net TTC,
Le montant total des prestations exécutées,
La date de facturation,

L'Administration se réserve le droit d'adopter toute autre forme de facturation en cours de marché. Ces adaptations seront notifiées à l'entreprise par ordre de service.

Toute facture incomplète ne sera pas prise en compte par le Syndicat Mixte du Bassin Versant du Lez.

7.2 - Délai de règlement

Les règlements seront effectués dans le délai prévu par la réglementation en vigueur à compter de la réception de la demande de paiement.

Conformément à la législation en vigueur le délai global de paiement est de trente jours.

Le défaut de paiement dans le délai prévu donne droit, au titulaire et au sous-traitant, au versement d'intérêts moratoires. Le taux est celui de l'intérêt légal en vigueur à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de deux points, en application des dispositions du décret n°2002-232 du 22 février 2002 en son article 5.

7.3 Paiement des co-traitants

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-TIC.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

8 CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

Moyens mis à la disposition du titulaire :

En vue de l'exécution du contrat, des moyens peuvent être mis à la disposition du titulaire par l'acheteur sans transfert de propriété à son profit. Les conditions de remise puis de restitution sont prévues à l'article 17 du CCAG-TIC.

Aménagement des locaux destinés à l'installation du matériel objet du marché.

L'article 18 du CCAG-TIC s'applique.

Stockage, emballage et transport :

Le stockage, l'emballage et le transport des fournitures sont effectués dans les conditions de l'article 19 du CCAG-TIC. Les emballages relèvent de la responsabilité du titulaire et restent sa propriété. Le transport s'effectue sous sa responsabilité jusqu'au lieu de livraison.

Conditions de livraison :

La livraison des fournitures s'effectuera dans les conditions de l'article 20 du CCAG-TIC.

9 CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

9.1 – Installation et mise en ordre de marche

L'article 23 du CCAG-TIC s'applique.

9.2 – Opérations de vérifications

Les articles 24 à 26 du CCAG-TIC s'appliquent.

9.3 - Décision après vérification

A l'issue des opérations de vérification, le pouvoir adjudicateur prendra sa décision dans les conditions prévues aux articles 27 et 28 du CCAG-TIC.

10 GARANTIE DES PRESTATIONS

Les prestations feront l'objet d'une garantie de 1 an dont le point de départ est la date de notification de la décision de réception. Les modalités de cette garantie sont définies à l'article 30 du CCAG-TIC.

11 MAINTENANCE

Les articles 31 et 32 du CCAG-TIC s'appliquent.

12 PROPRIETE INTELLECTUELLE

La réception des fournitures ou des matériels acquis par le pouvoir adjudicateur entraîne le transfert de leur propriété.

Le transfert de propriété des prestations soumises au droit de la propriété intellectuelle est effectué, le cas échéant, en application de l'article 38 -option B.

Le titulaire garantit le SMBVL contre toutes les réclamations de tiers relatives à la propriété intellectuelle ou industrielle des matériels et des logiciels fournis au titre du marché.

Si le SMBVL est victimes d'un trouble dans la jouissance des matériels ou des logiciels fournis, le titulaire doit prendre immédiatement les mesures propres à le faire cesser.

13 PENALITES

13.1 - Pénalités de retard

Lorsque le délai contractuel d'exécution ou de livraison est dépassé, par le fait du titulaire, celui-ci encourt, par jour de retard et sans mise en demeure préalable, une pénalité fixée à 1.0/1000, conformément aux stipulations de l'article 14.1 du CCAG-TIC.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG-TIC :

- Le titulaire encourt une pénalité de 150,00 € en l'absence d'intervention non réalisée dans les délais prévus au CCTP en situation d'urgence correspondant à l'indisponibilité complète du serveur ou du réseau informatique.
- Le titulaire n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 300,00 € pour l'ensemble du marché.

13.2 - Pénalités d'indisponibilité pour les prestations de maintenance

Une pénalité journalière pour indisponibilité de 1.0/30 du montant mensuel des prestations de maintenance s'applique dans les conditions de l'article 14.2 du CCAG-TIC.

14 RESILIATION DU CONTRAT

14.1 - Conditions de résiliation

Les conditions de résiliation du marché sont définies aux articles 39 à 46 du CCAG-TIC.

En cas de résiliation du marché pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire percevra à titre d'indemnisation une somme forfaitaire calculée en appliquant au montant initial hors TVA, diminué du montant hors TVA non révisé des prestations admises, un pourcentage égal à 5.0 %.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés dans les dispositions afférentes au code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

14.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire du marché. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution du marché.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution du marché. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation du marché est prononcée. Ce délai d'un mois peut

être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparti un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution du marché, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

15 REGLEMENT DES LITIGES

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nîmes est compétent en la matière.

Tribunal Administratif de Nîmes
16 Avenue Feuchères
CS 88010
30941 NIMES

Tél : 04 66 27 37 00

Télécopie : 04 66 36 27 86

Courriel : greffe.ta-nimes@juradm.fr

Adresse internet (U.R.L) : <http://nimes.tribunal-administratif.fr/>

16 DEROGATIONS AU CCAG-TIC

Article du CCAG - TIC	Articles du présent CCAP y dérogeant
Article 3.7	Article 3.2
Article 4	Article 2
Article 14.1	Article 13
Articles 39 et 43	Article 4.3

Fait en un seul original

A , le
Mention(s) manuscrite(s) - "Lu et approuvé"
Signature(s) du (des) candidat(s)

NE PAS OUBLIER DE PARAPHER TOUTES LES PAGES DE CE DOCUMENT.